



RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT POUR LE TROISIEME TRIMESTRE 2014

Table des matières

Table des matières	2
Liste des graphiques	3
Liste des annexes.....	3
INTRODUCTION	4
I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse).....	4
I.1. Recettes fiscales hors exonérations	5
I.2. Recettes non fiscales hors produits exceptionnels	7
I.3. Les dons	7
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution par grande masse	8
II.2.1. Les salaires.....	8
II.2.2. Les biens et services	9
II.2.3. Les transferts courants	9
II.2.4. Investissements sur ressources propres	9
II.3. Analyse de l'état d'exécution par axes stratégiques et par Ministères	9
III. Situation des émissions des bons et obligations du trésor	11
IV. Evolution du solde du trésor	13
V. Exonérations réalisées de janvier à fin septembre 2014	13
ANNEXES.....	16

Liste des graphiques

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des troisièmes trimestres 2013 et 2014.....	5
Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des troisièmes trimestres 2013 et 2014	7
Graphique 3 : Répartition des engagements des dépenses de fonctionnement par axes stratégiques à la fin du troisième trimestre 2014.....	10
Graphique 4 : Répartition des engagements des dépenses d'investissements par axes stratégiques à la fin du troisième trimestre 2014.....	11
Graphique 5 : Comparaison des émissions et des remboursements à la fin du troisième trimestre 2014.....	12
Graphique 6 : Evolution du solde du compte du trésor	13

Liste des annexes

Tableau 1. Exécution du budget de l'Etat à la fin du troisième trimestre 2014 par axe stratégique et nature économique de la dépense (hors charges communes et exonérations).....	17
Tableau 2. Exécution des salaires à la fin du troisième trimestre 2014.....	19
Tableau 3. Exécution des biens et services à la fin du troisième trimestre 2014	21
Tableau 4. Exécution des transferts courants à la fin du troisième trimestre 2014	21
Tableau 5. Exécution des investissements sur ressources propres à la fin du troisième trimestre 2014	25

INTRODUCTION

Dans le cadre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques, le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques. Le présent rapport concerne l'exécution du budget de l'Etat à la fin du troisième trimestre 2014.

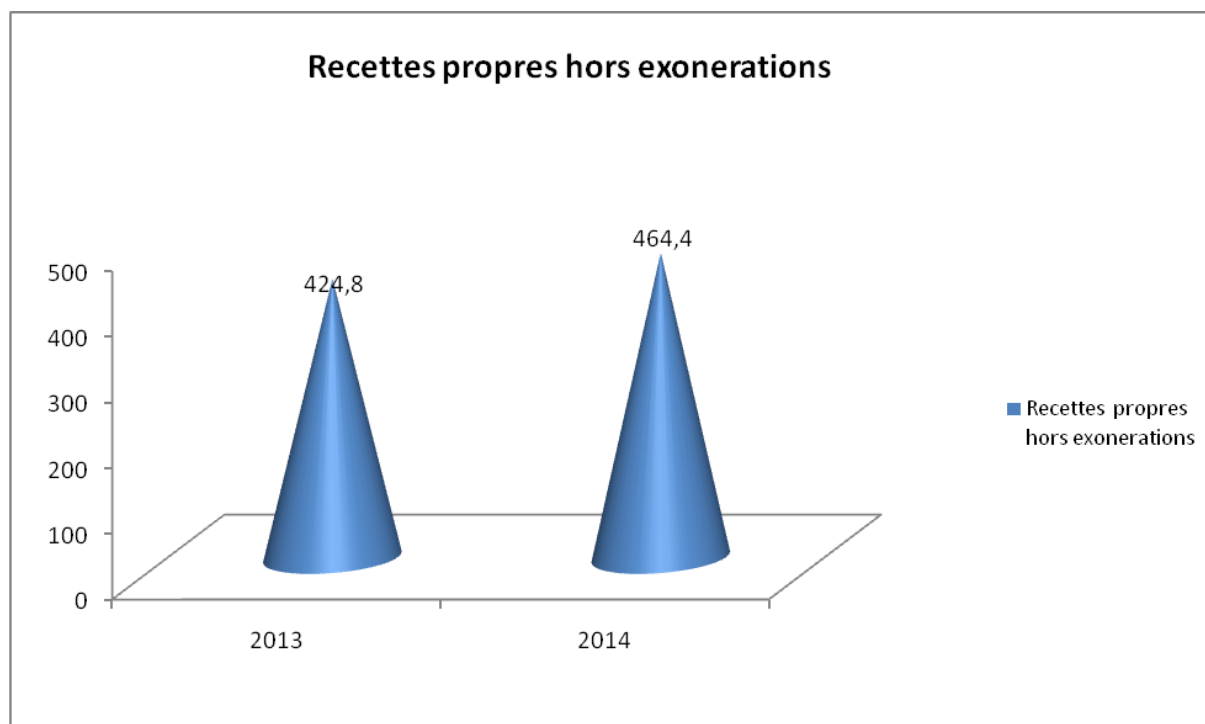
La première partie de ce rapport décrit la réalisation des recettes propres et dons. La deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires et traitements, l'achat des biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources propres. De plus, le rapport décrit les réalisations de ces catégories de dépenses selon les axes stratégiques du CSLP-II.

I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse)

Sur un montant de **649 277 584 303 FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice 2014, les services de l'OBR ont pu recouvrer un montant de **464 398 855 483 FBU** à la fin du troisième trimestre 2014, soit un taux de réalisation de **71,5%**.

Au cours de cette période de 2013; sur **554 621 151 054 FBU** de prévision, un montant de **424 829 978 714 FBU** avait été collecté, soit un taux de réalisation de **76,6%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **9,3%** entre les deux années.

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des troisièmes trimestres 2013 et 2014



Source : Nos traitements à partir des données des troisièmes trimestres 2013 et 2014

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin du troisième trimestre 2014, nous avons pu collecter un montant de **411 877 907 986 FBU** sur une prévision de **566 339 233 180 FBU**, soit un taux de réalisation de **72,7%**. Nous enregistrons une augmentation de **4,0%** par rapport à l'année dernière. Sur **498 446 202 344 FBU** de prévision de 2013, **395 974 639 432 FBU** étaient déjà recouverts à la fin du troisième trimestre 2013.

➤ Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **66,7%** à la fin du troisième trimestre 2014, soit un recouvrement d'un montant de **90 105 305 840 FBU** sur **135 052 059 963 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2014.

A cette même date de 2013, ce taux était de **76,2%**. Sur **151 290 763 751 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2013, **115 324 937 872 FBU** étaient déjà recouverts à la fin du troisième trimestre 2013. En glissement annuel, ce poste

enregistre une diminution de 21,9% entre les deux années. Cela s'explique par la mise en application de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

➤ **Impôts sur les biens et services**

Le taux de réalisation des impôts sur les biens et services à la fin du troisième trimestre 2014 est de **74,7%**. Sur un montant de **377 360 516 331 FBU** prévu dans la Loi des Finances 2014, **281 989 869 952 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période.

En 2013, sur un montant de **299 976 884 862 FBU** prévu dans la Loi de Finances initiale, **242 332 333 202 FBU** étaient déjà recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **80,8%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **16,4%** entre les deux périodes.

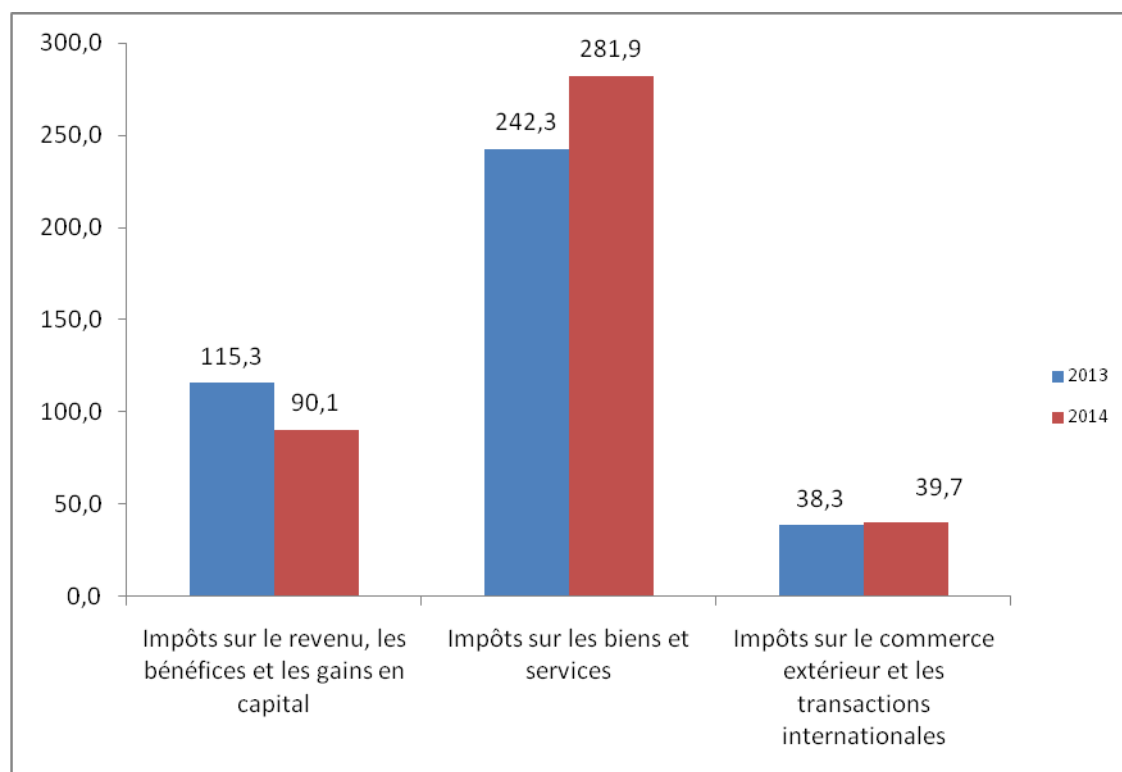
➤ **Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**

Le taux de réalisation à la fin du troisième trimestre 2014 pour cet impôt est de **73,8%**. Sur un montant de **53 926 656 886 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2014, **39 782 732 194 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période.

En 2013, le taux de réalisation était évalué à **81,2%** à la fin de cette période. Sur un montant de **38 317 368 358 FBU** prévu dans la Loi des Finances, **38 317 368 358 FBU** étaient déjà recouverts.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **3,7%** entre les deux périodes.

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des troisièmes trimestres 2013 et 2014



Source : Nos traitements à partir des données des troisièmes trimestres 2013 et 2014

I.2. Recettes non fiscales hors produits exceptionnels

A la fin du troisième trimestre 2014, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **63,3%**. Sur un montant de **82 938 351 123 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2014, **52 520 947 498 FBU** étaient déjà recouverts.

En 2013, ce taux s'élevait à **54,1%** à cette même date. Sur un montant de **49 159 948 710 FBU** prévu dans la Loi des Finances, **26 598 947 340 FBU** étaient déjà recouverts à cette date.

I.3. Les dons

Les dons se répartissent en dons courants et dons projets. A la fin du troisième trimestre 2014, nous avons déjà reçu les dons courants de l'Union Européenne, de la Banque Africaine de Développement et de la France pour des montants respectifs de **19 712 711 563 FBU**, **11 521 424 213 FBU** et **6 377 042 325 FBU**. Au total, nous avons déjà reçu un montant des appuis budgétaires de **37 514 119 776 FBU** à la fin de cette période.

Concernant les dons projets, nous n'avons pas encore reçu le rapport de décaissement de ces dons.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES

Cette partie est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin du troisième trimestre 2014 par axes stratégiques du CSLP-II et Ministère.

La partie annexe de ce rapport fournit l'état d'exécution suivant la classification économique sur toute la chaîne de la dépense par Ministère et selon les axes stratégiques du CSLP II. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse des exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin du troisième trimestre 2014 est de **77,9%**. Au delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique et axes stratégiques, ceci nous permettra d'avoir une décomposition plus détaillée de ce taux d'exécution global. Le tableau 1 en annexe nous montre l'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin du troisième trimestre 2014 par nature économique et axes stratégique du CSLP II (Salaires et traitements, Biens et services, transferts et subsides ainsi que les dépenses d'investissements sur ressources propres).

II.2. Analyse de l'état d'exécution par grande masse

II.2.1. Les salaires et traitements

Le taux d'engagement des salaires est de **73,5%** à la fin du troisième trimestre 2014. Sur un crédit prévu d'un montant de **321 951 974 189 FBU**, **236 530 265 475 FBU** étaient déjà exécutés. Le tableau 2 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'engagement pour les achats des biens et services est de **87,9%** à la fin du troisième trimestre 2014. Sur **113 906 505 070 FBU** de crédit prévu, **100 113 393 113 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants

Le taux d'engagement des transferts courants est de **84,9%** à la fin du troisième trimestre 2014. Sur **209 588 762 316 FBU** de crédit prévu, **177 863 688 381 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période. Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants par Ministère à la fin de cette période.

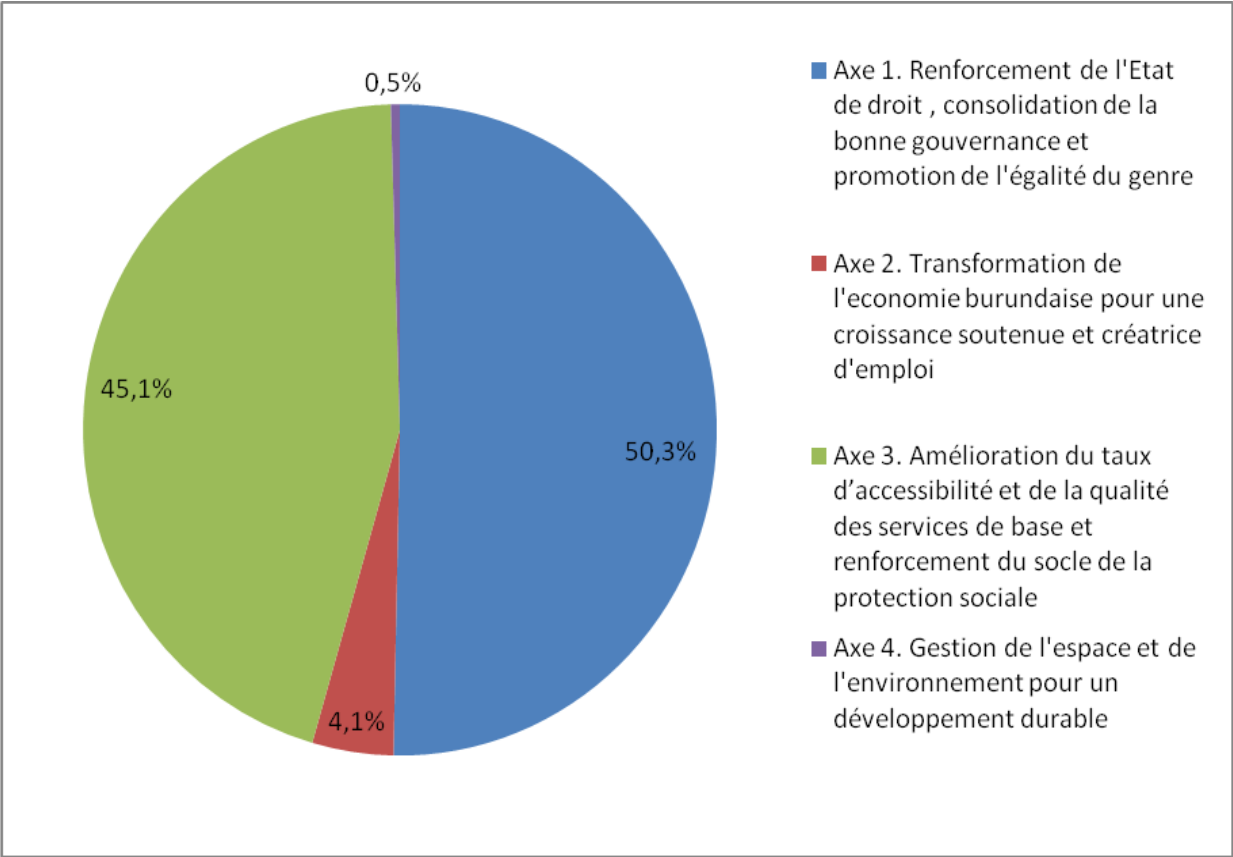
II.2.4. Investissements sur ressources propres

Le taux d'engagement des investissements sur ressources propres est de **67,4%** à la fin du troisième trimestre 2014. Sur **110 757 355 278 FBU** de crédit prévu, **74 690 463 223 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

II.3. Analyse de l'état d'exécution par axes stratégiques et Ministères

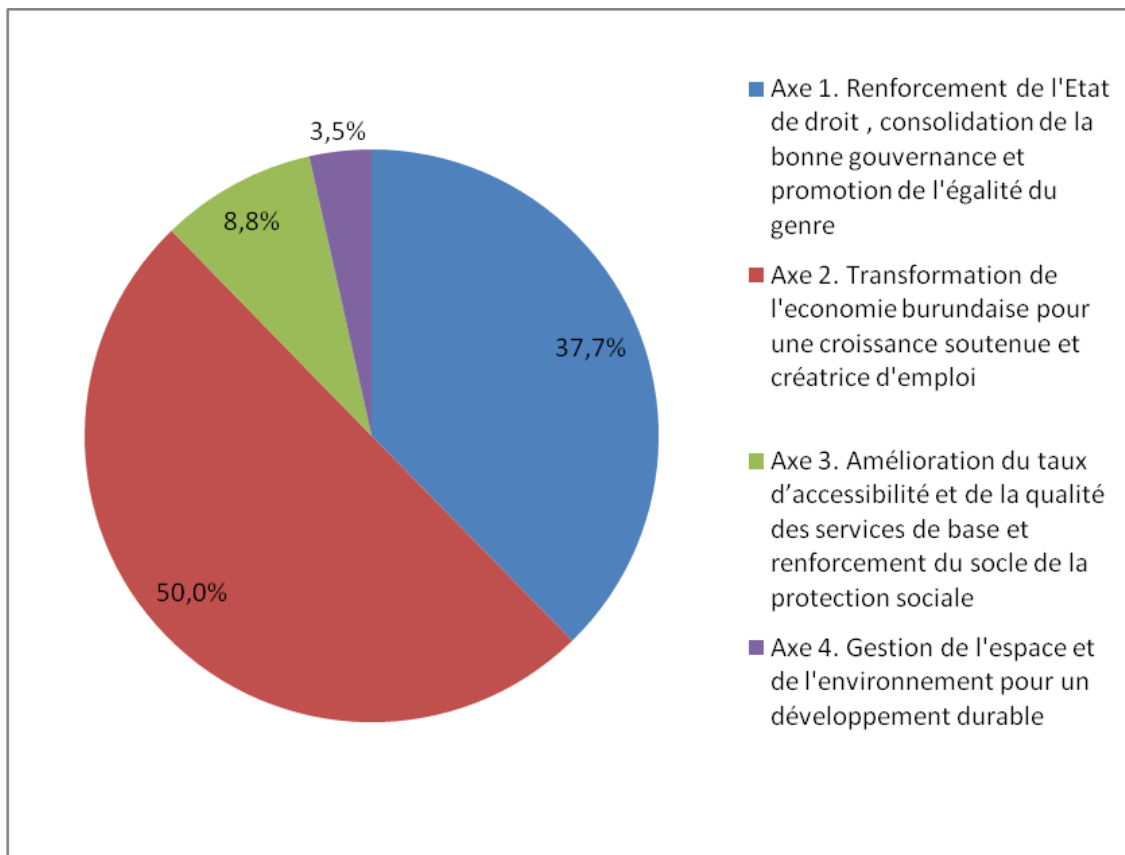
Le tableau 1 en annexe fournit l'état d'exécution par axe stratégique en distinguant les dépenses de fonctionnement et d'investissements hors charges communes et exonérations. Le taux d'engagement global est de **69,5%** à la fin du troisième trimestre 2014. Les graphiques 3 et 4 présentent l'exécution en parts relatives par axes stratégiques du CSLP-II à la fin du troisième trimestre 2014, respectivement pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Graphique 3 : Répartition des engagements des dépenses de fonctionnement par axes stratégiques à la fin du troisième trimestre 2014



Source : Nos traitements à partir des données du troisième trimestre 2014

Graphique 4 : Répartition des engagements des dépenses d'investissements par axes stratégiques à la fin du troisième trimestre 2014



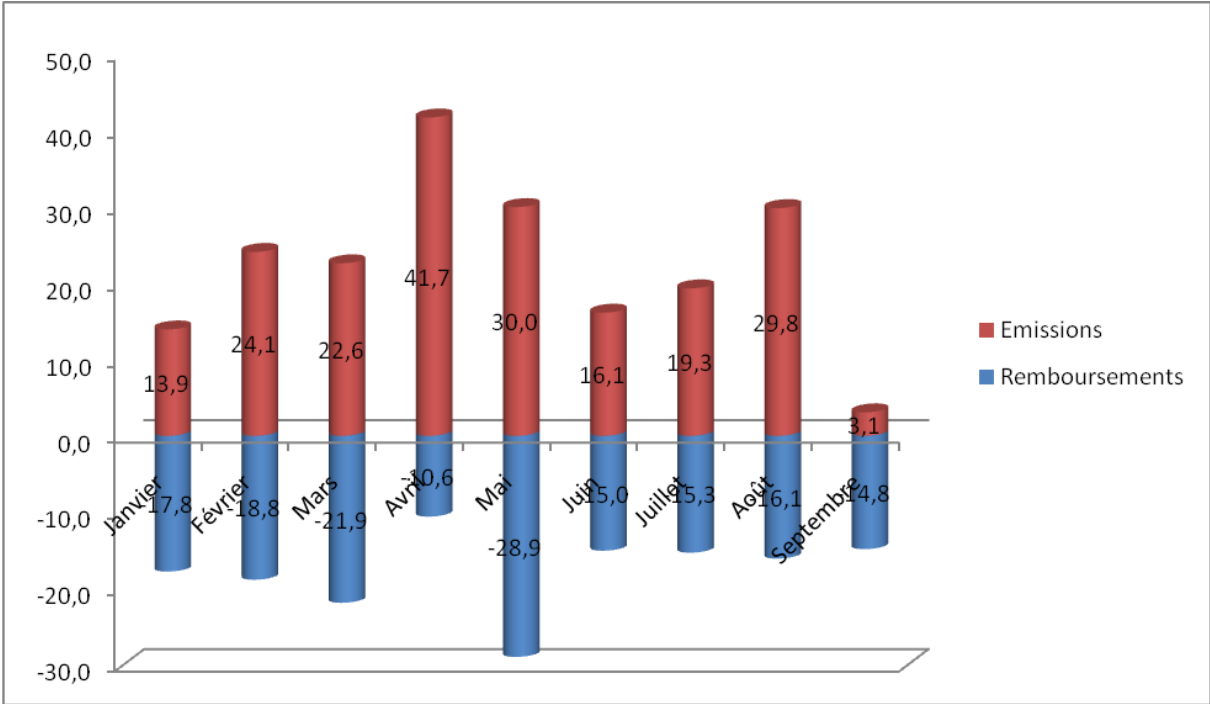
Source : Nos traitements à partir des données du troisième trimestre 2014

De par ces deux graphiques, il ressort que l'axe 1 «**Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**» accapare une grande partie des dépenses de fonctionnement à la fin du troisième trimestre 2014, soit **50,3%** contre **37,7%** pour les dépenses d'investissement. De plus, l'axe 3 «**Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale** » accapare 45,1% des dépenses de fonctionnement contre 8,8% des dépenses d'investissement. Par ailleurs, l'axe 2 «**Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi** » accapare **50,0%** des dépenses d'investissement contre **4,1%** pour celles de fonctionnement.

III. Situation des émissions des bons et obligations du trésor

Pour faire face au problème temporaire de trésorerie, l'Etat a recouru à l'instrument classique de financement qui est l'émission des titres du trésor.

Graphique 5 : Comparaison des émissions et des remboursements à la fin du troisième trimestre 2014



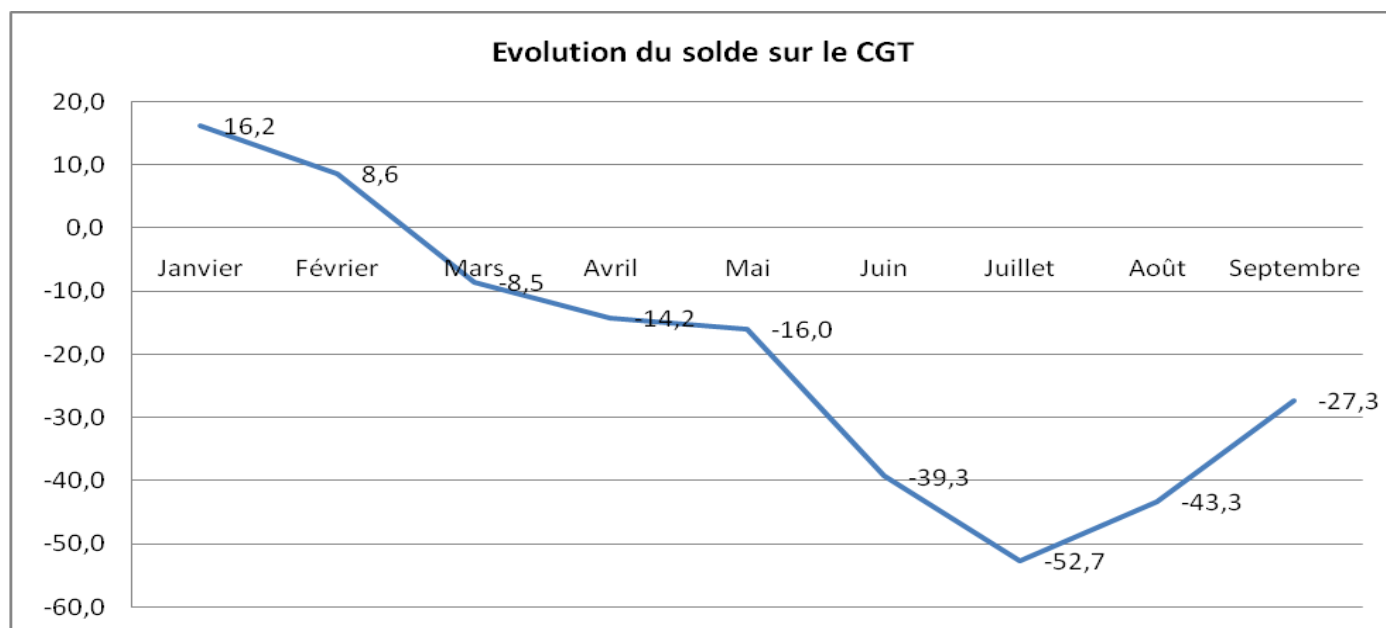
Source : Nos traitements à partir des données du troisième trimestre 2014

De par ce graphique, nous constatons qu'il y a eu un financement interne par des émissions et des remboursements jusqu'à la fin du troisième trimestre 2014.

IV. Evolution du solde du trésor

Le solde du compte général du trésor a été excédentaire de janvier à février 2014. Cependant, à partir du mois de mars, le solde a été déficitaire.

Graphique 6 : Evolution du solde du compte du trésor



Source : Nos traitements à partir des données du troisième trimestre 2014

V. Exonérations réalisées à la fin du troisième trimestre 2014

Les exonérations accordées de janvier à fin septembre 2014 sont évaluées à 81,2 milliards de FBU. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- les exonérations accordées dans le cadre de la loi sur la gestion des douanes. Il s'agit des exonérations accordées par le droit communautaire,
- les exonérations accordées dans le cadre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires,
- les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers,

- les exonérations accordées aux Organisations Non Gouvernementales dans le cadre de l'assistance humanitaire,
- les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la nature de ces exonérations. Nous constatons qu'environ 50% de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires, les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers,...

Seules les exonérations concernant les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des investissements et les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent constituent des réelles exonérations dont le Gouvernement est responsable suite à ses politiques déjà entreprises pour améliorer le climat des affaires et faciliter le développement du secteur privé. Ces exonérations représentent 25,9 % du montant global à fin septembre 2014.

Evolution des exonérations de janvier à fin septembre trimestre 2014

Exonérations	T1	T2	T3	Total	Poids
Etat/Financement extérieur	15 308 310 950	13 295 285 126	9 570 029 386	38 173 625 462	47,0%
Etat /Décision du Gouvernement	3 140 270 618	4 738 626 986	1 305 757 710	9 184 655 314	11,3%
Investisseurs	6 599 739 826	7 977 414 401	6 500 711 962	21 077 866 189	25,9%
ASBL/Dons	660 044 810	303 010 965	354 349 840	1 317 405 615	1,6%
Privés	121 545 559	70 241 099	15 063 519	206 850 177	0,3%
Les équipements médicaux , Produits pharmaceutiques, les médicaments	2 209 620 797	3 084 635 869	2 435 193 633	7 729 450 299	9,5%
Intrants agricoles et équipements agricoles	316 570 743	60 675 920	105 187 788	482 434 451	0,6%
ONG Etrangères	209 432 281	190 091 212	224 423 159	623 946 652	0,8%
Effets personnels	71 343 970	92 238 708	157 582 049	321 164 727	0,4%
Autres (la loi sur le sport et sur l'enseignement supérieur, établissements publics et parlementaires)	412 032 873	1 262 395 599	444 713 507	2 119 141 979	2,6%
TOTAL	29 048 912 427	31 074 615 885	21 113 012 553	81 236 540 865	100,0%

ANNEXES

Tableau 1. Exécution du budget de l'Etat à la fin du troisième trimestre 2014 par axe stratégique et nature économique de la dépense (hors charges communes et exonérations)

	Libellé du groupe économique	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
Axe 1: Renforcement de l'Etat de Droit, Consolidation de la Bonne Gouvernance et promotion de l'égalité du Genre	Salaires	126 105 714 022	94 826 825 533	94 826 825 533	94 826 825 533	94 826 825 533
	Biens et services	95 036 950 602	85 062 685 434	84 560 329 713	80 819 435 021	68 146 091 936
	Transferts et subsides	94 860 280 182	79 029 151 578	78 452 802 934	74 324 446 344	68 136 789 516
	Investissements	44 956 074 122	28 147 939 173	27 825 617 625	22 293 477 692	21 217 554 775
	S/Total 1	360 959 018 928	287 066 601 718	285 665 575 805	272 264 184 590	252 327 261 760
Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi	Salaires	5 847 783 414	3 862 249 942	3 862 249 942	3 862 249 942	3 862 249 942
	Biens et services	10 261 616 515	9 961 680 172	9 796 324 223	9 498 525 506	9 243 723 976
	Transferts et subsides	8 436 932 910	7 485 831 760	7 322 852 166	6 934 588 245	6 444 109 292
	Investissements	53 766 051 646	37 367 485 705	34 605 574 512	31 468 824 466	28 711 135 421
	S/Total 2	78 312 384 485	58 677 247 579	55 587 000 843	51 764 188 159	48 261 218 631

Axe 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale						
	Salaires	189 146 094 777	137 224 590 554	137 224 590 554	137 224 590 554	137 224 590 554
	Biens et services	8 329 138 634	4 832 898 377	4 141 023 438	3 980 858 144	3 684 593 487
	Transferts et subsides	104 537 640 677	89 852 188 233	88 511 158 925	77 922 100 915	74 889 280 001
	Investissements	9 292 609 569	6 563 186 651	6 451 788 039	6 181 886 972	5 123 779 098
	S/Total 3	311 305 483 657	238 472 863 815	236 328 560 956	225 309 436 585	220 922 243 140
Axe 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable						
	Salaires	852 381 976	616 599 446	616 599 446	616 599 446	616 599 446
	Biens et services	278 799 319	256 129 130	248 875 090	237 656 353	226 337 916
	Transferts et subsides	1 753 908 547	1 496 516 810	1 496 516 810	1 355 661 229	1 275 661 229
	Investissements	2 742 619 941	2 611 851 694	2 435 777 001	2 312 844 841	2 174 171 256
	S/Total 4	5 627 709 783	4 981 097 080	4 797 768 347	4 522 761 869	4 292 769 847
Total général		756 204 596 853	589 197 810 192	582 378 905 951	553 860 571 203	525 803 493 378

Tableau 2. Exécution des salaires à la fin du troisième trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	5 609 342 854	4 653 831 239	4 653 831 239	4 653 831 239	4 653 831 239
02-Première Vice-Présidence	124 990 017	104 158 340	104 158 340	104 158 340	104 158 340
03-Deuxième Vice-Présidence	145 003 895	120 835 840	120 835 840	120 835 840	120 835 840
04-Secrétariat Général du Gouvernement	27 176 257	21 242 680	21 242 680	21 242 680	21 242 680
05-Assemblée Nationale	3 527 054 357	2 940 118 147	2 940 118 147	2 940 118 147	2 940 118 147
06-Senat	2 247 898 220	1 873 248 520	1 873 248 520	1 873 248 520	1 873 248 520
07-Cour de comptes	787 398 347	653 740 620	653 740 620	653 740 620	653 740 620
09-Ministère de l'Intérieur	1 639 018 420	753 179 543	753 179 543	753 179 543	753 179 543
10-Ministère du Développement Communal	298 429 190	213 112 163	213 112 163	213 112 163	213 112 163
11-Ministère de la Sécurité Publique	34 902 788 284	22 947 698 939	22 947 698 939	22 947 698 939	22 947 698 939
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	11 472 281 672	8 682 052 467	8 682 052 467	8 682 052 467	8 682 052 467
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	49 460 107 552	39 295 711 029	39 295 711 029	39 295 711 029	39 295 711 029
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	3 514 892 562	3 357 403 829	3 357 403 829	3 357 403 829	3 357 403 829
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	9 821 776 681	7 263 687 214	7 263 687 214	7 263 687 214	7 263 687 214
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	402 626 188	320 581 666	320 581 666	320 581 666	320 581 666
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	57 165 174	48 943 027	48 943 027	48 943 027	48 943 027
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	1 045 880 800	721 863 775	721 863 775	721 863 775	721 863 775
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	129 104 893	105 665 392	105 665 392	105 665 392	105 665 392
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	343 085 565	310 409 093	310 409 093	310 409 093	310 409 093
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	155 130 836 815	111 999 954 881	111 999 954 881	111 999 954 881	111 999 954 881

33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	33 672 172 397	24 914 226 580	24 914 226 580	24 914 226 580	24 914 226 580
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 021 883 552	855 416 495	855 416 495	855 416 495	855 416 495
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	394 677 541	306 438 660	306 438 660	306 438 660	306 438 660
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	4 410 253 688	2 775 885 064	2 775 885 064	2 775 885 064	2 775 885 064
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	327 243 160	246 690 737	246 690 737	246 690 737	246 690 737
42-Ministère de l'Energie et des Mines	337 113 215	241 744 358	241 744 358	241 744 358	241 744 358
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	852 381 976	616 599 446	616 599 446	616 599 446	616 599 446
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Equipement	249 390 917	185 825 731	185 825 731	185 825 731	185 825 731
Total général	321 951 974 189	236 530 265 475	236 530 265 475	236 530 265 475	236 530 265 475

Tableau 3. Exécution des biens et services à la fin du troisième trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	4 613 787 548	4 229 457 223	4 229 457 220	4 019 290 534	3 792 332 791
02-Première Vice-Présidence	984 778 284	861 294 330	818 632 250	750 692 349	649 238 869
03-Deuxième Vice-Présidence	829 045 961	787 062 037	766 306 842	713 898 910	665 672 046
04-Secrétariat Général du Gouvernement	1 069 750 354	1 027 593 025	1 027 593 025	971 341 426	919 579 528
05-Assemblée Nationale	5 569 908 851	4 832 134 057	4 828 764 057	4 432 429 749	4 214 851 883
06-Senat	2 957 143 596	2 516 456 125	2 516 456 125	2 293 213 618	2 274 238 525
07-Cour de comptes	190 756 822	149 579 376	149 004 227	134 534 528	114 237 258
09-Ministère de l'Intérieur	1 283 911 197	895 460 473	874 659 053	789 611 957	767 846 156
10-Ministère du Développement Communal	136 229 390	122 828 524	103 999 145	83 543 712	73 669 641
11-Ministère de la Sécurité Publique	23 580 287 978	18 838 737 798	18 760 140 195	17 669 786 122	15 897 500 599
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	10 355 925 086	9 600 348 333	9 569 805 363	9 461 151 489	8 076 566 990
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	37 095 418 131	35 480 415 402	35 480 415 402	34 499 331 433	25 965 470 616
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	2 454 836 574	2 142 262 003	2 016 942 889	1 904 688 346	1 659 724 494
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	2 235 736 918	2 097 334 955	2 030 390 264	1 851 464 087	1 905 907 097
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	267 701 042	260 414 401	254 364 601	238 181 746	235 119 190
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	167 413 810	119 884 590	118 718 590	106 318 932	88 315 226
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	220 427 954	207 148 809	178 707 552	169 204 950	152 881 737
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	1 370 244 764	1 319 603 166	1 296 265 546	1 222 743 419	1 134 749 058
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	88 105 642	41 011 243	35 109 791	22 624 358	20 550 846
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	5 004 536 611	3 000 242 816	2 868 509 847	2 799 423 606	2 540 208 777
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	3 236 496 381	1 791 644 318	1 237 403 800	1 158 810 180	1 123 833 864

35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 023 891 106	894 273 973	835 972 913	730 751 133	692 939 290
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	307 681 485	277 050 694	267 287 492	260 863 554	243 229 225
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	415 750 157	288 017 741	248 846 808	209 751 306	195 840 625
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	190 433 612	179 586 989	176 150 497	110 437 898	98 264 857
42-Ministère de l'Energie et des Mines	166 154 254	158 217 340	146 108 758	125 557 388	118 731 037
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	278 799 319	256 129 130	248 875 090	237 656 353	226 337 916
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Equipement	7 811 352 243	7 739 204 242	7 661 665 122	7 569 171 941	7 452 909 174
Total général	113 906 505 070	100 113 393 113	98 746 552 464	94 536 475 024	81 300 747 315

Tableau 4. Exécution des transferts courants à la fin du troisième trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	11 664 205 810	10 198 771 380	10 144 318 300	9 979 091 729	9 485 575 993
02-Première Vice-Présidence	987 920 410	765 295 400	765 295 400	714 895 400	643 405 860
03-Deuxième Vice-Présidence	789 389 476	627 300 791	562 805 186	416 688 668	369 819 318
04-Secrétariat Général du Gouvernement	328 556 565	250 630 786	250 630 786	250 630 786	226 012 786
05-Assemblée Nationale	201 794 145	148 057 237	148 057 237	130 995 945	125 453 072
06-Senat	165 261 580	137 642 971	137 642 971	123 878 674	123 878 674
07-Cour de comptes	93 883 147	70 143 176	70 143 176	49 306 959	49 312 397
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	9 400 000 000	5 215 676 226	5 215 676 226	5 215 676 226	3 215 676 226
09-Ministère de l'Intérieur	452 851 659	360 351 345	360 351 345	347 166 242	327 137 554
10-Ministère du Développement Communal	1 251 562 660	1 037 597 130	1 037 597 130	1 018 961 626	942 042 947
11-Ministère de la Sécurité Publique	845 684 296	595 143 646	585 766 122	557 258 841	556 613 904
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	15 245 331 864	14 634 525 979	14 625 583 380	13 181 108 056	13 116 085 873
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	6 913 563 707	5 243 559 552	5 242 946 845	4 901 762 960	4 572 120 357
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	22 805 063 472	18 748 190 015	18 630 410 734	18 255 940 055	16 526 617 722
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	5 379 246 424	5 013 401 930	4 761 897 296	4 362 252 566	3 935 159 863
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	2 438 412 863	2 013 734 404	2 002 524 404	1 894 905 234	1 800 830 628
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	5 918 049 354	5 291 205 519	5 285 248 959	5 093 990 691	4 609 378 181
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	2 811 621 602	2 256 420 047	2 210 110 476	2 095 843 778	1 950 907 943
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	2 936 064	2 392 003	2 392 003	-	-
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	45 997 596 813	38 797 664 085	37 613 376 419	34 286 166 023	32 248 479 647

32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	21 012 530 457	15 191 607 270	15 038 515 876	14 951 032 603	14 535 950 411
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	37 527 513 407	35 862 916 878	35 859 266 630	28 684 902 289	28 104 849 943
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	6 350 040 761	5 710 584 374	5 704 877 291	5 076 636 089	4 929 301 486
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	2 001 234 749	1 950 277 971	1 931 986 371	1 878 929 913	1 738 023 389
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	2 924 407 230	2 469 031 048	2 466 787 154	2 391 453 733	2 189 596 910
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	1 648 675 199	1 409 990 460	1 384 579 360	1 276 998 215	1 263 050 937
42-Ministère de l'Energie et des Mines	1 104 183 431	988 087 833	988 087 833	889 648 302	842 428 479
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	1 753 908 547	1 496 516 810	1 496 516 810	1 355 661 229	1 275 661 229
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	755 496 237	666 052 445	549 019 445	497 558 082	411 009 577
71-Institution Ombudsman	817 840 387	710 919 670	710 919 670	657 455 819	631 458 732
Total général	209 588 762 316	177 863 688 381	175 783 330 835	160 536 796 733	150 745 840 038

Tableau 5. Exécution des investissements sur ressources propres à la fin du troisième trimestre 2014

Libellé des Ministères	Crédit	Engagement	Liquidation	Ordonnancement	Paiement
01-Présidence de la République	18 614 802 508	8 121 209 857	8 030 026 168	8 030 026 168	7 822 358 885
02-Première Vice-Présidence	39 000 000	16 791 400	-	-	-
03-Deuxième Vice-Présidence	17 000 000	15 197 019	7 400 000	7 400 000	7 400 000
04-Secrétariat Général du Gouvernement	30 000 000	18 172 000	18 172 000	5 900 000	5 900 000
05-Assemblée Nationale	60 200 000	-	-	-	-
06-Senat	24 502 692	-	-	-	-
07-Cour de comptes	-	-	-	-	-
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	-	-	-	-	-
09-Ministère de l'Intérieur	70 000 000	70 000 000	70 000 000	46 666 664	46 666 664
10-Ministère du Développement Communal	7 917 689 829	7 731 166 127	7 731 166 127	5 198 474 031	4 990 303 975
11-Ministère de la Sécurité Publique	2 899 668 498	1 862 915 448	1 862 915 448	143 005 819	46 919 651
12-Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	1 494 261 612	977 407 617	977 407 617	977 407 617	918 461 321
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	3 000 000 000	1 869 734 375	1 869 734 375	1 869 734 375	1 848 257 343
14-Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	7 626 520 919	5 077 798 809	5 067 752 289	3 910 584 778	3 795 439 316
16-Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1 059 695 413	384 230 593	359 777 453	304 137 034	219 035 334
17-Ministère à la Présidence Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	-	-	-	-	-
18-Ministère de la Télécommunication, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement	116 500 000	78 061 856	78 061 856	76 988 056	76 988 056
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	8 050 000	4 875 000	4 875 000	4 875 000	4 875 000
20-Ministère à la Présidence chargée des Affaires et de la Communauté Est Africaine	-	-	-	-	-
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	1 614 200 000	462 229 758	462 229 758	453 126 058	379 748 964
32-Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	3 279 233 720	2 649 664 030	2 639 665 418	2 639 665 418	1 730 786 820
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	4 399 175 849	3 451 292 863	3 349 892 863	3 089 095 496	3 013 243 314

35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 978 182 651	1 920 379 072	1 748 329 292	1 718 278 150	1 434 949 230
37-Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	105 187 185	104 982 075	74 539 575	74 539 575	51 129 601
40-Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	23 227 699 150	19 467 479 329	16 801 371 836	16 512 133 835	14 297 305 943
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Tourisme	406 854 640	222 825 442	206 018 242	195 903 032	140 144 028
42-Ministère de l'Energie et des Mines	20 660 973 385	14 848 214 322	14 799 660 322	12 455 938 891	12 153 887 222
44-Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	2 742 619 941	2 611 851 694	2 435 777 001	2 312 844 841	2 174 171 256
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	9 365 337 286	2 723 984 537	2 723 984 537	2 230 309 133	2 068 668 627
71-Institution Ombudsman	-	-	-	-	-
Total général	110 757 355 278	74 690 463 223	71 318 757 177	62 257 033 971	57 226 640 550